

GEISBOLSHEIM Grand débat national

Des questions et des idées

La Maison des associations a accueilli une cinquantaine de personnes, dernièrement, dans le cadre du grand débat national organisé par la commune.

La soirée était scindée en quatre thèmes: l'organisation de l'État et des services publics, la fiscalité et les dépenses publiques, la transition écologique et enfin la démocratie et la citoyenneté.

Le premier thème a soulevé la question des pouvoirs du maire: ce dernier, Sébastien Zaegel, était d'ailleurs présent dans la salle. « Il est élu pour gérer sa commune, mais l'État s'immisce trop », a jugé un participant qui a proposé d'accentuer la décentralisation et de clarifier le rôle de chacun. D'autres ont rappelé les prélèvements auxquels est soumise la commune au titre de la loi SRU, pour manque de logements sociaux. « Le préfet décide de la politique de logements sans concertation financière avec les collectivités », a indiqué Jean-Michel Schaeffer également adjoint au maire. À noter que les membres du conseil municipal qui étaient présents se sont exprimés en tant que simples citoyens.

« Un ex-chef d'État doit redevenir un citoyen comme un autre »

Il faudrait davantage revoir la situation des occupants de ces appartements, pointe une dame: « Certaines familles y habitent en n'y ayant plus le droit. » Les associations caritatives sont de plus en plus incitées à remplacer les services publics, sans avoir les moyens nécessaires, a fait remarquer une voix.

Par ailleurs, la fiscalité a suscité de nombreuses réactions. « Chaque citoyen devrait payer un impôt sur le revenu, même minime, pour se



Les participants ont notamment réclamé plus de transparence dans l'utilisation de l'impôt.

PHOTO DNA

sentir concerné », a estimé un participant. « Les petits revenus payent d'autres impôts comme la TVA, la France étant un des pays les plus taxés », a souligné un autre. Tandis qu'un autre a rappelé que « les taxes pour l'accession à la propriété sont trop élevées » et qu'« on n'est pas forcément riche quand on est propriétaire. »

Par ailleurs, les participants ont réclamé plus de transparence dans l'utilisation de l'impôt, citant le CICE qui a coûté cher pour peu d'emplois créés. Les salaires des grands patrons et des hauts fonctionnaires, jugés trop élevés, ont fait l'unanimité contre eux. Tout comme les privilèges des élus et surtout des anciens présidents de la République. « Un chef d'État, après son mandat, doit redevenir un citoyen comme un autre », a jugé une dame.

Autres idées: la suppression de la taxe télé (de plus en plus de téléspectateurs regardant des chaînes

privées au détriment des chaînes publiques), la taxation des œuvres d'art et la suppression des taxes foncières pour les retraités.

La transition écologique a également amené son lot de propositions: panneaux photovoltaïques obligatoires pour les piscines, bâtiments végétalisés, meilleur équilibre entre logements sociaux et urbanisation à outrance... Le soutien aux producteurs locaux a fait l'unanimité. « Mais le code des marchés européens empêche souvent la grande distribution d'acheter local ou bio », a accusé un participant. « Le pouvoir doit impulser de nouvelles habitudes de vie pour sauver la planète, car d'ici les années 2030 nous allons droit vers une catastrophe écologique », a lancé un autre. Pour sensibiliser les enfants, « pourquoi ne pas installer un jardin dans chaque établissement scolaire ? » Autre sujet sensible: la disparition progressive des abeilles et autres insectes pollinisateurs.

Sur la citoyenneté, un constat s'est imposé: la perte de confiance des citoyens envers leurs élus. « Lors des débats télévisés, ils se critiquent les uns les autres, mais aucun ne propose de solution », a regretté une participante: « On se croirait dans une cour d'école. »

« Même justice pour tous ! »

Le mode de scrutin a aussi fait débat. Parmi les propositions: réunir au moins 20 % des électeurs inscrits pour être élu et prendre en compte les votes blancs et nuls. « Le scrutin à la proportionnelle est un système où l'on se sentirait plus écouté », a considéré Jacques Fernique, conseiller municipal.

Ultime proposition: les hommes politiques déjà condamnés par la justice ne devraient plus pouvoir se représenter à un mandat électoral. Également requise, la suppression de l'immunité parlementaire.

« Même justice pour tous ! » ■

V.F.